



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250403-2025_23-DE



DÉLIBÉRATION

2025/23

CREATION DE LA MISSION DE CONSEIL JURIDIQUE NUMERIQUE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 3 Avril 2025 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, 1^{er} Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres

Vu le décret n° 2019-536 modifié du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Le Président rappelle aux membres du conseil d'administration que notre établissement propose un accompagnement à la mise en conformité au Règlement Général de la Protection des Données (RGPD), avec la mise à disposition d'un délégué à la protection des données (DPD) mutualisé, dans le cadre de la cotisation additionnelle.

Il indique que certaines collectivités ne payant pas cette cotisation et qui disposent de moyens techniques et humains suffisants pour appliquer elles-mêmes le RGPD souhaitent bénéficier d'un accompagnement juridique dans ce cadre.

Il précise que le Code Général de la Fonction Publique permet aux centres de gestion, en son article 452-30, d'assurer, à la demande des collectivités et établissements situés dans leur ressort territorial (...) toute tâches administratives complémentaires ainsi que les missions suivantes :

1° Conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines ;

2° Conseils juridiques ;

3° Archivage et numérisation.

Il propose de créer une mission de « conseil juridique numérique » au sein du service usages numériques informatiques, qui consisterait à :

- informer et conseiller les responsables de l'établissement ainsi que ses agents dans le domaine des traitements de données à caractère personnel ;
- alerter le responsable de traitement en cas de non-conformités détectées ;
- conseiller sur la méthodologie servant à la réalisation de l'inventaire des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre ;
- conseiller sur la méthodologie à l'évaluation des pratiques et d'accompagner à la mise en place de procédures ;
- conseiller sur la méthodologie servant à l'identification des risques associés aux opérations de traitement et proposer, à ce titre, des mesures techniques et organisationnelles de réduction de ces risques ;
- conseiller l'établissement sur une politique de protection des données personnelles et en vérifier le respect ;
- contribuer à la diffusion d'une culture Informatique et Libertés au sein de l'établissement ;
- assurer, en lien avec l'établissement, la gestion des relations avec les usagers sur les questions de données à caractère personnel ;
- coopérer, en lien avec l'établissement avec la CNIL.

Cette mission serait rendue sur demande écrite :

- des collectivités et établissements publics affiliés ne payant pas la cotisation additionnelle ;
- des collectivités et établissements publics adhérentes au socle commun.

Elle serait soumise à convention (annexée à la présente délibération) et financée sur la base d'un forfait fonction du nombre d'habitants repris ci-après :

Grille tarifaire de la convention conseil juridique numérique	
Nombre d'habitants	Coût Annuel HT
0 à 249	300
250 à 499	350
500 à 749	400
750 à 999	450
1000 à 1999	550
2000 à 4999	800
5000 à 9999	1250
10 000 et +	3000
EPCI < 50000	3000
ECPCI 50000 à 100000	4000
EPCI 100000 à 200000	5000
EPCI > 200000	7000
CCAS	300
Syndicats	300
Office de Tourisme	300

Le Président demande au Conseil d'Administration de :

- créer la mission de « conseil juridique numérique » telle que décrite précédemment ;

Ainsi que l'autorisation :

- signer les conventions y afférant ;
- percevoir les sommes correspondantes.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de créer la mission de « conseil juridique numérique » ;
- ♦ *AUTORISE* la signature des conventions y afférant et tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette nouvelle prestation ;
- ♦ *AUTORISE* la perception des sommes correspondante.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 3 avril 2025

Le Président par intérim,

M. Nicolas PICHONNIER

1^{er} Vice-Président